

Anne THIABAUD

De: Denèfle Sylvette <sylvette.denefle@univ-tours.fr>
Envoyé: mardi 26 juin 2018 12:43
À: Anne THIABAUD
Objet: Enquête publique
Pièces jointes: EP - La treille.docx

Madame,

Merci de bien vouloir transmettre les remarques en document attaché à Mme Martini, commissaire enquêtrice dans l'enquête publique en cours.

Avec mes salutations distinguées

Sylvette Denèfle

265 chemin de la Blaque 13790 Peynier

En réponse à l'enquête publique concernant le permis d'aménager de la Treille, je souhaite formuler les observations suivantes :

-concernant l'emplacement du futur projet :

Les 15 hectares constituant la zone à aménager de la Treille-La Cornereille se situent à 2km du centre du village, sans accès direct. Ce projet représente donc clairement une rupture de la continuité avec le noyau villageois en contradiction avec la loi sur la densification à partir de l'existant et du village et va à l'encontre de l'avis défavorable émis par le préfet en 2016.

Pourquoi isoler les logements sociaux et les maisons de retraite en les rejetant en grande périphérie du village ?

Ce projet d'urbanisation serait par ailleurs réalisé en bordure de zone industrielle !

Par ailleurs, les 15 hectares de terre agricole concernés par ce projet représentent une terre, en partie irriguée et irrigable par le canal de Provence, au repos depuis 2009. Une étude a-t-elle été réalisée sur la qualité de ces terres et leur potentiel en agriculture biologique, pour laquelle une forte demande existe ? Des dispositifs ont été mis en place par la CPA pour aider à l'installation de jeunes agriculteurs, la commune n'a jamais souhaité en bénéficier jusqu'à présent. Il y a pourtant de réelles opportunités sur la zone de la Treille pour des cultures traditionnelles ou des jardins familiaux.

L'urbanisation très dense, telle qu'elle est prévue ne garantit en rien la préservation des paysages ou des éco-systèmes

Le règlement du PLU autorise des constructions à 10m seulement de l'axe de la route. Cette règle devrait être modifiée dans le PA et la distance de construction à l'axe de la D56c portée à 25m comme pour les autres départementales (hors D6 pour laquelle la distance est de 75m); et de 10m au lieu de 5m pour le chemin de la Corneirelle.

Plusieurs parcelles sont arborées, notamment le long de la D56C et du chemin de la Treille : la densité prévue de construction, excessive, ne permet pas de conserver un minimum de coupures arborées permettant de préserver les paysages campagnards (voir le plan de masse).

Le busage du Verdalaï qui est prévu à la place d'un pont (pour raisons économiques) pour desservir une partie de la zone est peu satisfaisant, tant du point de vue inondation que de la faune.

L'étude d'impact attribue au site de la Treille « un enjeu écologique fort :

- 15 espèces sont répertoriées comme très vulnérables et à enjeu de conservation fort.

Il est donc manifeste que les 65 bâtiments prévus par le PA (ainsi que les dessertes et parkings) provoqueront la destruction des habitats d'espèces protégées, la disparition de la trame verte et des corridors écologiques du secteur.

L'objectif 1 du PADD affirme la volonté de « préserver et valoriser la trame verte et bleue » à savoir : grands espaces naturels, grands massifs, corridors écologiques, ripisylves. Il en ressort que : le PA n'est pas compatible avec les objectifs du PADD ni avec le projet communal.

Nous observons d'importantes contradictions (voir PJ) entre : • Le schéma d'aménagement qui prévoit l'urbanisation de tout le site • Le schéma page 133 de l'étude d'impact où la prairie du papillon damier est exclue de l'urbanisation, mais pas la garrigue aux romarins pourtant répertoriée à fort enjeu de conservation. Quel est donc le schéma qui sera réellement pris en compte ?

Conclusion et synthèse

Le projet d'urbanisation d'une zone agricole qui constitue un territoire privilégié de la biodiversité et qui pourrait être utilement réservé à des projets agricoles et la rupture dans la continuité du village provoquée par la réalisation d'immeubles éloignés du centre du village dont une maison de retraite constituent des contradictions avec les objectifs du PADD et des dissonances violentes dans l'aménagement de la commune.

Il serait donc pertinent que la commission d'enquête publique fasse valoir l'intérêt général à long terme contre ce projet urbain déraisonnable.

Sylvette Denèfle 265 Chemin de la Blaque 13790 Peynier